

Femmes et mondialisation

Problématiques :

- **définition de la mondialisation....??** Selon Christa Wichterich, sociologue allemande auteure de l'ouvrage La femme mondialisée "Il s'agit d'une mondialisation néo-libérale. La libéralisation des marchés produit une nouvelle perméabilité des frontières pour les finances, les biens et pour les investisseurs et le démantèlement des règles imposées au marché. Le deuxième processus essentiel se situe dans le changement du rôle de l'Etat : le devoir principal de celui-ci est désormais d'assurer et de développer la capacité concurrentielle des pays. De ce fait, l'Etat abandonne son intervention politique tant dans l'économie que dans le social. Le troisième aspect en est l'énorme renforcement de la concurrence au niveau mondial".

- **mettre en avant les liens entre la lutte contre la mondialisation libérale et le patriarcat...??cf Panthères Roses?**

- **pourquoi les femmes, les féministes sont présent-e-s lors des grands rendez-vous alter-mondialisation**

LES MARCHES MONDIALES DES FEMMES

Historique

En 1995, la Fédération des Femmes du Québec a organisé une marche à Montréal sur le thème "du pain et des roses" ("du pain pour se nourrir et des roses pour prendre plaisir à la vie").

Suite au succès de cette manifestation, trois ans plus tard, le 17 octobre 1998 (*le 17 octobre est la journée de lutte contre la misère*), des femmes du monde entier se sont de nouveau réunies à Montréal et ont décidé d'organiser en 2000 une marche mondiale des Femmes avec pour idée de mettre en avant les luttes contre la pauvreté et contre les violences faites aux femmes.

Calendrier de l'année 2000

* 8 mars 2000 : des marches locales ont lieu, par exemple à Rennes. Il faut savoir que la Coordination Française pour la MMF représente 50 collectifs régionaux. L'organisation de la MMF a pu être l'occasion de fédérer localement les forces féministes, que ce soient des individus, des groupes, des syndicats.

Ex : Rennes, Angers

* 17 juin 2000 : des marches nationales ont lieu. Pour la France, nous sommes 12 000 à nous retrouver à Paris.

* 14 octobre 2000 : le RDV européen est fixé à Bruxelles, où 35 000 personnes défilent. C'est la première manifestation féministe d'envergure européenne et c'est l'occasion de créer une force féministe vigilante par rapport à l'Union Européenne. Avant la manifestation, une plate-forme de revendications européennes avaient été établie :

- pour une Europe solidaire :

. annulation de la dette des pays du tiers monde

. contrôle de l'OMC

. chaque pays doit engager des politiques visant à l'égalité hommes/femmes

- pour une Europe de la démocratie

. égale représentation hommes/femmes dans la vie politique, économique, sociale, culturelle

. retrait du soutien des gouvernements européens aux régimes dictatoriaux qui oppriment les femmes

. respect de la laïcité

- . modification des accords bi-latéraux avec les pays d'origine des femmes immigrées et qui autorisent des statuts discriminatoires
- . droit de vote et d'éligibilité pour les non nationaux
- pour une Europe du développement durable : engagement dans une politique de rééquilibrage des richesses
- pour une Europe de la paix
 - . baisse des dépenses militaires
 - . respect du droit à l'autodétermination des peuples
- pour une Europe ouverte
 - . régularisation de tous les sans-papiers et sans-papiers
 - . reconnaissance du statut de réfugiées aux femmes victimes de discrimination et de persécutions sexistes, de violences sexuelles ou de discrimination liées à leur homosexualité
- pour une Europe sociale
 - . alignement des droits et des revenus par le haut
 - . SMIG suffisant dans toute l'Europe
 - . réduction du temps de travail sans flexibilité
 - . égalité de salaires hommes/femmes
 - . fin des temps partiels imposés
- pour le droit des femmes à disposer de leur corps et à choisir leur mode de vie, leur sexualité, leur orientation sexuelle
- pour éradiquer les violences contre les femmes, ces violences ne pouvant être justifiées par aucune religion, coutume, pratique culturelle ou pouvoir politique : harcèlement sexuel, mutilations sexuelles, mariages forcés, violences lesbophobes, traite humaine.

Suite du calendrier

* 17 octobre 2000 (journée de lutte contre la misère) : 10000 personnes défilent à New York, dont 4000 venues de l'extérieur des Etats Unis et du Canada. Près de 100 pays sont représentés, dont la France avec une délégation de 300 personnes. C'est l'occasion de remettre à l'ONU une pétition de près de 5 millions de signatures contre les violences et la pauvreté et de faire des rencontres avec les représentants de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International.

Perspectives (fin 2000 et aujourd'hui)

- volonté d'organiser une MMF tous les 5 ans, la prochaine serait donc en 2005 avec des rencontres intermédiaires qui ont lieu régulièrement
- mener la lutte alter-mondialisation d'un point de vue féministe et donc pour cela assurer une présence, des propositions et des alternatives féministes dans tous les grands rendez-vous mondiaux tels que conférences de l'ONU, sommet mondial du développement durable, forum social mondial. Il est nécessaire d'interpeller les mouvements sociaux pour qu'ils changent leur attitude et analyses encore teintées de sexisme ou ne questionnant pas l'existence du patriarcat. "La participation au FSM demeure marginalisée et souffre du syndrome de tolérance polie : nous sommes encore loin d'un réel dialogue ou débat sur la place des femmes et des féministes dans la construction d'un autre monde : la lutte anti-capitaliste est encore vue comme la lutte primordiale, d'où la nécessité de réinventer des nouvelles formes de fonctionnement et d'intervention lors des forums sociaux.

ENJEUX DE LA MONDIALISATION POUR LES FEMMES

- les emplois de faible coût salarial, à forte flexibilité sont réservés aux femmes, qui sont considérées comme des travailleuses d'appoint (alors que les hommes sont considérés comme ceux qui font vivre la famille)...or la plupart des nouveaux emplois créés dans le monde sont des emplois informels, flexibles, à bas salaires, non protégés...les femmes entrent ainsi dans la catégorie des working poor : malgré un salaire, elles restent pauvres.

- des pays comme la Corée du Sud, le Japon, le Brésil et l'Espagne ont dans les dernières années réduit le droit aux congés maladie et aux autres droits sociaux pour diminuer les coûts du travail en faveur des investisseurs

- la contestation de la mondialisation financière doit intégrer le genre en tant que vecteur économique d'exploitation de la moitié féminine de l'humanité

"Le genre, une dimension structurelle de la domination marchande" (ATTAC)

La mondialisation actuelle s'appuie sur un double système d'exploitation, le néo-libéralisme et le patriarcat. Le premier organise le marché à la seule fin d'en tirer le maximum de profit et ceci au détriment de la plus grande majorité. Il accentue les inégalités entre les hommes et les femmes et entre les différentes catégories sociales. Le libéralisme tire un grand profit de l'existence du patriarcat qui lui permet de surexploiter la main d'œuvre féminine, de maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorité économique.

Le patriarcat a façonné les rapports entre les hommes et les femmes : c'est un système de domination politique, éco, culturel et social que toutes les femmes subissent.

La contribution des femmes à la satisfaction des besoins collectifs est méconnue des besoins des théories économique néo-libérales dominantes, alors qu'elle est exploitée en pratique de manière invisible : c'est toute l'activité domestique basée sur le travail gratuit qui est ignorée (tâches ménagères, éducation des enfants, soins aux malades et personnes âgées, auto-production alimentaire des jardins familiaux...). Or le travail domestique est dévolu aux femmes, et parfois aux enfants. En cas de récession économique on attend des femmes qu'elles survivent dans ce secteur informel ou retournent dans leur foyer (ex en Allemagne où sciemment on ne construit pas de crèches, obligeant les femmes à rester chez elles pour garder leurs enfants...d'où un taux de natalité en chute libre). Le travail gratuit des femmes joue alors le rôle d'amortisseur social.

Le déficit des services sociaux entraîné par l'incapacité des gouvernements à les financer est compensé par une augmentation de la charge de travail des femmes. Les efforts accrus pour fournir l'alimentation et l'eau nécessaire à la famille, pour s'occuper des enfants des enfants qui n'ont plus de crèches ou des malades qui ne trouvent plus de soins abordables ont des conséquences évidentes : les femmes ne peuvent plus poursuivre leurs études, ni améliorer leurs compétences, ni s'impliquer dans des carrières productives. De plus, pour aider à faire face à cette surcharge de travail, les fillettes sont plus sollicitées que les garçons. Ainsi, entre 1985 et 1997, le taux d'inscription des filles à l'école a chuté dans 42 pays et 2/3 des enfants non scolarisés sont des filles.. Entre 5 et 11 ans, le Bureau International du Travail compte 3 filles pour deux garçons qui travaillent. En outre, les licenciements massifs dans le secteur social touchent essentiellement les femmes qui y sont majoritaires..

Selon les pays, jusqu'à 90% des employés des zones franches (où les législations sur le travail sont quasi-inexistantes) sont des femmes.

L'inégalité de dotation en ressources économiques (capital, terre, technologie) prive les femmes d'un accès aux investissements, subventions, formations ou programmes d'assistance technique liés à la libéralisation. Il faut rappeler que les femmes ne détiennent que 1% des terres de tous les pays et pourtant qu'en Afrique 75% des travaux agricoles sont effectués par des femmes, mais pour des raisons juridiques elle ne peuvent ni acheter, ni vendre, ni hériter de la terre. Aux

hommes la terre, aux femmes la terre. Et comme on accorde moins aux femmes les crédits et l'accès aux technologies, les biens qu'elles produisent ne peuvent pas être concurrentiels.

Effets de la mondialisation libérale sur la situation des femmes en France :

- institutionnalisation de l'instabilité de l'emploi : chômage, CDD, intérim. La précarisation a trouvé sa légitimité sociale et culturelle dans les rapports sociaux de domination hommes/femmes. Elle s'est épanouie en s'appuyant sur la division sexuelle du travail : ainsi le travail à temps partiel est féminin à 85%.
- inégalité des salaires
- surchômage féminin et sous indemnisation : 33% des chômeuses sont indemnisées, contre 50% des hommes
- apparition de la catégorie des travailleurs pauvres (working poor) : en France 3,2 millions d'actifs ont un salaire mensuel inférieur au SMIC, et 80% d'entre eux sont des femmes.

⇒ La domination marchande utilise la division des genres pour enfermer les individus dans des engrenages socio-économiques qui leur échappent. Modifier le rôle et le pouvoir du genre est incournable pour jeter les bases d'un autre monde, égalitaire, solidaire, pacifique et démocratique, et d'un développement soutenable.

cf WEDO "Women's Environment and Development Organization" qui suit de près toutes les conséquences de la mondialisation néo libérale sur la condition des femmes.